

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le député n'ignore pas que nous connaissons des difficultés à la suite de la guerre des prix que l'Arabie Saoudite et d'autres pays se livrent pour des raisons politiques. Cela se répercute sur le prix mondial du pétrole. Quant à savoir ce que je vais faire, je demeure en contact étroit avec le secteur pétrolier, les ministres et les premiers ministres des provinces productrices afin de suivre la situation de près.

LA POSITION DE LA MINISTRE

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, tout le monde est bien au courant, je pense, de ce qui se passe. Ma question à la ministre chargée de ce secteur est simplement la suivante. A l'heure actuelle, le gouvernement demande à des centaines et peut-être même à des milliers d'Albertains de faire les frais de cette situation pendant qu'il reste à ne rien faire. Au lieu de laisser les forces du libre marché détruire l'économie albertaine et réduire ainsi des milliers de travailleurs au chômage, la ministre de l'Énergie compte-t-elle faire quelque chose?

M. McDermid: Ces néo-démocrates changent d'avis comme de chemise!

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, c'est aux forces du libre marché dont parle le député que nous devons le nombre record de forages qui ont été entrepris dans l'Ouest l'année dernière, après la signature de l'Accord de l'Ouest. Comme je l'ai dit . . .

M. Riis: Parlons de l'avenir.

M. Broadbent: C'était quand les prix étaient élevés. Mais maintenant?

Mlle Carney: Je trouve vraiment drôle de voir le NPD soutenir les producteurs.

M. Broadbent: Cela montre que vous ne comprenez rien, madame!

M. le Président: A l'ordre. La parole est au député d'Eglinton-Lawrence (M. de Corneille).

* * *

L'ÉDUCATION

LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

M. Roland de Corneille (Eglinton-Lawrence): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Le rapport Nielsen affirme catégoriquement que rien ne prouve que l'enseignement postsecondaire est insuffisamment financé. Comme il est l'expert du gouvernement en ces matières et pour justifier la baisse qu'il a récemment appliquée à la formule de financement des universités et collèges canadiens par le gou-

Questions orales

vernement fédéral, le secrétaire d'État partage-t-il cet avis que l'enseignement postsecondaire est suffisamment financé?

• (1430)

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, comme vous le savez pertinemment, les rapports des groupes d'étude ont tous été renvoyés aux comités permanents concernés. C'est là que seront examinées les nombreuses options qu'ils présentent. C'est là qu'une question comme celle du député doit être posée aux témoins que les comités jugeront à propos de convoquer pour quelque forme d'examen qu'ils voudront effectuer. Cette occasion de participer lui est offerte.

LA POSITION DU MINISTRE

M. Roland de Corneille (Eglinton-Lawrence): Monsieur le Président, je remercie le ministre de sa réponse, mais le secrétaire d'État n'échappera pas à la question toute simple que je lui pose. Estime-t-il que l'enseignement postsecondaire est suffisamment financé?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, à plusieurs reprises, le premier ministre suppléant a répondu—il vient de le faire également—que les rapports seront déferés aux comités concernés. D'autre part, il y a dans les recommandations du groupe de travail un certain nombre de choses qu'on va prendre le temps, si vous le voulez bien, d'évaluer, et ensuite on sera en mesure de vous dire quelle forme d'application il y aura dépendant essentiellement des études qui vont être faites.

* * *

LES JEUNES

L'ANNONCE D'UN PROGRAMME POUR LES JEUNES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Est-ce que le gouvernement va annoncer ou non un programme pour les jeunes avant Pâques, tel que promis par le premier ministre il y a quelques jours?

L'hon. Benoît Bouchard (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, si le premier ministre a dit qu'on annoncerait un nouveau programme pour les jeunes—incidence qui n'est pas nécessairement un programme de création d'emplois, l'un par rapport à l'autre ne sont pas en relation—le premier ministre n'a jamais dit qu'il l'annoncerait avant Pâques, et les délais de l'annonce des programmes gouvernementaux dépendent non pas d'accidents ou de moyens de pression externes mais du gouvernement lui-même, et c'est ce dernier qui va décider à quel moment il va annoncer ces nouveaux programmes.